

VILLARS-LES-DOBES SOCIÉTÉ

# L'arrivée de 90 demandeurs d'asile très mal accueillie par la population

L'hôtel Ribotel de Villars va se transformer en centre d'accueil et d'orientation pour 90 migrants. Une situation imposée au maire, Pierre Larrieu, qui a organisé une réunion publique, durant laquelle la population a exprimé une très large hostilité.

Conspués, hués, sifflés à chacune de leurs interventions, Philippe Beuzelin et Alain Bouchon savaient à quoi s'en tenir, jeudi soir. « On m'a promis que ce ne serait pas une partie de plaisir, je suis servi », a commencé le premier, secrétaire général de la préfecture. « Quel que soit l'établissement qu'on crée, il y a très souvent de l'hostilité. Mais là, ça a atteint de grandes proportions, sûrement à cause des réseaux sociaux », a jugé le second, directeur de l'Association de sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Ain (ADSEA, plus connue sous le nom de Sauvegarde 01).

## Les élus locaux n'ont pas été concertés

Il faut dire que certains sont venus jeter de l'huile sur le feu. « Monsieur le directeur de La Sauvegarde, vous êtes un voyou ! », s'est exclamé Maxime Chaussat, responsable départemental du Front national, avant de dresser un parallèle entre les migrants et les attentats qui ont touché la France. Un discours qui a valu au conseiller régional des applaudissements nourris. « Je souhaite éviter une tribune politique »,

“ Cette opération est entièrement financée par l'État et ne coûte rien à la commune. ”

Laurent Willeman, directeur départemental de la cohésion sociale



■ Le maire de Villars-les-Dombes, Pierre Larrieu, tente de rassurer ses administrés en fin de réunion publique, jeudi soir. Photo Vincent SARTORIO

l'a refroidi le maire, Pierre Larrieu. Ce dernier a très mal perçu l'acquisition par La Sauvegarde – via sa société civile immobilière Paul-Verlaine – du seul hôtel de sa commune, en mars. « C'est notre fonctionnement habituel, tout ce qu'il y a de plus légal, se défend Alain Bouchon. Au départ, nous voulions créer un centre pour une cinquantaine de migrants mineurs, mais le maire a refusé. »

Après cinq mois de flottement, l'État, l'un des financeurs de l'association, demande à l'ADSEA d'utiliser ce bien immobilier pour animer un centre d'accueil et d'orientation. « C'est le sous-préfet qui m'a mis devant le fait accompli, le 13 novembre. Je suis prêt à aider ces êtres humains dans le besoin mais je conteste la méthode et la proportion », peste le maire, qui a reçu le soutien des Sénateurs Sylvie Goy-Chavent et Patrick Chaize, du député Stéphane Trompille ou encore d'Emma-

nuel Visentin, directeur du Parc des oiseaux, situé à 100 mètres de l'hôtel Ribotel.

## Un comité de suivi mis en place

Pierre Larrieu a donc organisé cette réunion publique pour « ne pas que la rumeur mette en danger la cohésion de la commune ». Aussi peut-être pour mettre en difficulté les représentants de l'État et de La Sauvegarde. C'est Philippe Beuzelin qui commence les explications : « Parmi les personnes qui vont arriver, il y a 70 jeunes majeurs isolés principalement originaires de la corne d'Afrique. » Devant les réactions hostiles, le secrétaire général de la préfecture, est resté impassible. « Ils n'ont pas vocation à rester. Six mois après être arrivés, ils partiront dans une autre structure ou seront déboutés de leur demande d'asile. »

À ceux-là, s'ajoutent une vingtaine de personnes, parmi lesquelles femmes et

## L'Ain en dessous de sa capacité d'accueil

Depuis 2015, la France procède à une répartition des migrants pour désengorger Calais et Paris. « On compte 800 demandeurs d'asile, soit 8 % de ceux en Auvergne-Rhône-Alpes, alors que nous devrions en accueillir 1 000 », chiffre Philippe Beuzelin. Et la répartition géographique n'est pas optimale. Miribel, avec 308 migrants, paie sa proximité avec Lyon. 191 demandeurs d'asile vivent à Culoz, 69 à Hauteville, 20 à Cormaranche-en-Bugey. Bourg et Péronnas se partagent 165 d'entre eux. « Il n'y avait pas d'accueil dans la Dombes auparavant et l'on se doit d'effectuer une dispersion équitable », indique Philippe Beuzelin.

enfants « hébergées pour la période hivernale, jusqu'au 30 avril au plus tard ». Ces familles arrivent principalement de Bourg et de Lyon.

Le directeur de l'ADSEA ajoute : « Une société assure la surveillance de nuit et a déjà constaté des tentatives d'effractions. Quant aux personnes accueillies, elles seront encadrées par trois travailleurs sociaux et des bénévoles. » Ces derniers ont, soit évité la réunion, soit fait profil bas, jeudi soir. L'un d'eux, Lionel, jeune retraité, habitant à 20 km de Villars confie : « J'ai été formé pour intervenir sur la citoyenneté, la discrimination et la laïcité ainsi que pour apprendre le français aux étrangers et j'ai proposé mon aide. »

Pour ceux, nombreux jeudi, à craindre pour leur sécurité, toutes les parties ont tenté de les rassurer en évoquant un comité de suivi, qui réglerait le moindre problème relevé au centre.

Vincent Sartorio